

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

LUNDI

13

OCTOBRE

1975

N° 11

1,50 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

CAMPAGNE SUR LA VIOLENCE Poniatowski continue

Samedi, dans France Soir, la photo d'une vieille dame, victime de voyous, le visage tumé-

fié, une page avant, un interview de Pandraud, le nouveau chef de la police nationale



expliquant qu'il fallait que la police dispose de plus de moyens pour lutter contre les criminels. C'est un condensé de la campagne actuelle menée à tous les niveaux de l'appareil d'Etat, pour provoquer l'indignation et la colère contre les jeunes présumés responsables de tous les crimes, et, amener la population à souhaiter, voire à réclamer l'intervention de la police et le renforcement de sa présence. Chaque jour, la presse, «Le Parisien Libéré», en particulier, ou les différents titres régionaux, font leur une sur les méfaits de voyous, de préférence à tout autre fait d'actualité. Cette campagne est relayée à d'autres niveaux : le congrès de criminologie de Clermont-Ferrand tente d'y apporter un vernis scientifique.

Prenant appui sur cette campagne, Poniatowski tente de justifier le renforcement de la répression policière. Son dernier discours au Parlement, tenait en 3 points, pour faire reculer la criminalité, il faut :

multiplier les opérations de prévention : patrouilles légères, ilotage, contrôles d'identité, opérations coup de poing... qui ont prouvé leur efficacité.

renforcer les moyens de la police.

rendre les décisions de justice plus sévères, préoccupation majeure de Lecanuet également, à condition que les patrons n'en fassent pas les frais.

Suite page 6

PORTUGAL la réaction se mobilise

Face aux difficultés que rencontre la tentative de stabilisation de l'ordre bourgeois, la réaction se mobilise. A Porto, après la manifestation du «Parti Populaire Démocratique», qui s'était attaquée mercredi soir à la caserne occupée par les soldats progressistes (en protestation contre la dissolution d'un régiment), c'était vendredi soir, le tour du PS de rassembler la droite pour exiger le «retour à l'ordre» dans les casernes. Effrayés par la mobilisation des masses qui s'étaient préparées, à l'appel de diverses organisations révolutionnaires, à défendre la caserne du RASP, les manifestants du PS se sont contentés cette fois de porter une motion à l'état-major de la région militaire.

Cependant, la bataille pour le contrôle de l'appareil bourgeois se poursuit. D'une part, le PPD exige la sortie du PC du gouvernement

le PS de son côté menaçant, par la bouche de Mario Soares, d'adopter la même attitude : «On ne peut tolérer que le PCP fasse partie d'un gouvernement et en même temps s'associe aux groupes d'extrême gauche minoritaires qui tous les jours attaquent ce gouvernement.» Le parti révisionniste poursuit en effet sa tactique consistant à s'infiltrer dans le mouvement des masses en lutte contre la réaction en vue de reconquérir la place perdue au pouvoir. Il continue à exiger la sortie du gouvernement du PPD, en vue de se forcer un visage «de gauche», et d'éliminer un de ses rivaux.

Au fur et à mesure que les difficultés s'accroissent sur la route du nouveau pouvoir bourgeois qui tente de se mettre en place, le risque augmente du déclenchement par la réaction d'une guerre civile contre-révolutionnaire en vue d'en

finir avec le mouvement des masses, impossible à liquider par la voie (relativement) «pacifique». Tandis que Spínola parle ouvertement aujourd'hui de déclencher la contre-révolution armée, l'impérialisme US montre cependant qu'il n'a pas encore perdu tout espoir dans le gouvernement actuel : il vient de lui accorder une «aide» de 80 millions de dollars, après la rencontre de Melo Antunes, ministre des affaires étrangères, avec Ford et Kissinger.

A Porto, vendredi soir, une déplorable bataille rangée, faisant de très nombreux blessés, s'est déclenchée quand les militants du MRPP ont attaqué le siège de l'UDP. Cette attaque venait en représailles après la mort d'un dirigeant du MRPP, survenue à Lisbonne au cours d'une bagarre entre colleurs d'affiches de ces deux organisations révolutionnaires.

(voir page 3)

de passage à Paris, SIHANOUK chef de l'État Cambodgien DECLARE

Pendant son passage à Paris, Norodom Sihanouk a apporté, par ses déclarations, de nombreuses précisions sur le Cambodge nouveau, son édification et sa place dans le monde.

Nous publions ici des extraits particulièrement importants.



Sihanouk et Khieu Samphan en zone libérée

LE POUVOIR A CEUX QUI ONT TIRE SUR LES AMERICAINS

«Le Cambodge a changé ; pourquoi Sihanouk ne changerait-il pas ? Je dois m'adapter à l'évolution du Cambodge... J'avais des voitures, des maisons privées, des maisons de rapport, on ne me les a pas rendues ; ma maison natale elle-même est occupée par l'armée populaire. Je ne me plains pas, pourquoi les autres se plaindraient-ils ? Les gros propriétaires ne sont plus propriétaires... Nous sommes une société égalitaire. Tout le monde est logé à la même enseigne, et c'est bien. (...)

Nous créons une société à une seule classe. (...) Nous voulons que les millions de Cambodgiens consomment uniformément, et nous ne voulons pas qu'il y ait de gros consommateurs, de petits consommateurs, des gens qui

meurent d'indigestion quand d'autres meurent de faim. Non, nous ne voulons plus de cela. (...)

Nous n'avons pas de prisons, les réactionnaires sont dans les rizières mais ce ne sont pas des forçats, ce ne sont pas des bagnards ; ils reçoivent la même ration que Monsieur Khieu Samphan.

«Le pouvoir appartient aux résistants de l'intérieur. Monsieur Pen Nouth symbolise le gouvernement, moi je symbolise l'Etat, la nation. Mais le vrai pouvoir, il est détenu par ceux qui ont pris les armes, qui ont tiré sur les américains, qui les ont fait partir. Nous nous faisons une règle de donner le pouvoir à ceux qui se sont battus pendant cinq ans pour écrire la page la plus glorieuse de notre histoire.»

SE DÉVELOPPER PAR SOI-MÊME, C'EST POSSIBLE

«Notre devise est de compter sur soi-même, compter sur ses propres forces, sur son propre travail, compter sur ses propres ressources naturelles. Il se peut que ce faisant nous avançons moins vite que certains autres pays qui bénéficient de beaucoup d'aide étrangère, mais nous nous méfions, surtout le nouveau leadership se méfie de ce qui se cache derrière l'aide étrangère. Nous ne voulons pas accepter les aides étrangères. (...) Nous ne voulons pas de techniciens étrangers dans le pays, nous préférons envoyer nos étudiants à l'étranger pour apprendre les techniques.

Jusqu'ici, la seule aide étrangère que nous acceptons, est l'aide chinoise, car elle est sans condition et respecte notre dignité. Derrière ne se cache aucune subversion, aucune mauvaise intention. La

deuxième coopération que nous acceptons est l'aide nord-coréenne...

Ceci dit, nous voulons choisir une voie de développement que nous estimons bonne pour un pays du Tiers-Monde, à savoir sortir du sous-développement par soi-même. Et ça, c'est possible. Par exemple, l'industrialisation, la modernisation des usines sera faite à coup sûr, parce que nous aurons des machines. Et quelles machines ? Les machines que nous achèterons à la France, à l'Allemagne pour moderniser notre industrie avec l'argent que nous aurons gagné en exportant notre riz, notre bois. Avec une agriculture forte et une industrie solide, nous pourrions nous développer.

Je crois que c'est une voie nouvelle pour le Tiers-Monde, mais fort intéressante.»

suite page 8

la vie du journal

DANS NOTRE COURRIER...

À propos de l'émission d'Antenne II «C'est-à-dire» du mercredi 8 octobre, consacrée à la sécurité du travail, deux lecteurs de l'I.N.R.S. (Institut de Recherche pour soi-disant améliorer la sécurité dans les mines) nous écrivent.

«Nous nous sommes réunis pour regarder l'émission d'Antenne II sur les accidents du travail : il y avait là deux chercheurs de l'I.N.R.S., un ouvrier et une institutrice.

Ce qui nous a frappé, tout d'abord, c'est la vague dans lequel s'est cantonnée l'émission et plus particulièrement la direction de l'I.N.R.S.. Pour mieux masquer l'aspect politique de la question des accidents du travail, on se réfugie derrière la technique ; c'est Quinot, directeur scientifique déclarant : «C'est très compliqué.»

Ils nous envoient le communiqué de leurs sections syndicales, dont nous extrayons les passages suivants :

«La polémique autour de l'emprisonnement puis de la libération du directeur de l'usine de Vendin-le-Vieil a eu le mérite de rappeler publiquement que chaque année dans les usines et sur les chantiers, des travailleurs sont tués, des centaines de milliers blessés (...)

Elle a permis de montrer qu'il n'y a pas, en France, de véritable politique de prévention et que la responsabilité de cette situation incombe au patronat et au gouvernement.

RESPONSABILITÉ AU NIVEAU ÉCONOMIQUE :

• par l'organisation du travail qui, dès la conception des usines et des machines, privilégie l'aspect production au détriment de l'aspect humain.

• par le développement de la sous-traitance, de l'interim qui sont des facteurs de risque supplémentaire.

• par le mode de rémunération choisi (salaire au rendement, aux pièces, primes diverses, de postes, de nuit, de salissure, de risque...) dont le but est de faire accepter moyennant finance de mauvaises conditions de travail.

RESPONSABILITÉ AU NIVEAU POLITIQUE :

• une entreprise sur trois n'a pas de CHS sans que le ministère du travail ne s'émeuve de cette situation.

• les sanctions sont faibles, d'ordinaire, pour les responsables d'accidents du travail.

• les services chargés de la prévention (services prévention des CRAM, inspection du travail) sont divisés, dépendent de ministères différents, dotés de faibles moyens, soumis à des pressions constantes (le cas le plus achevé est le médecin du travail salarié du patronat).

Ces services ont la plupart du temps une fonction alibi (...).

Dans ce concert, l'I.N.R.S. joue

Le Quotidien du Peuple (publication du PCR (ml))
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris cedex 19

CCP n° 23 132 48 F Paris

Directeur de publication :
Y. CHEVET
Imprimé par Roto-Nation
Diffusé par les NMPP

le rôle de premier violon. C'est la vitrine de prestige que l'on peut montrer à la télévision, pour bien marquer que l'on s'occupe de ces questions et faire oublier la réalité vécue par les travailleurs. Certes, sa fonction n'est pas inutile, mais elle est limitée objectivement (...)

Ils concluent :

«Cette logique patronale, de plus en plus, les chercheurs et techniciens de l'I.N.R.S. la remettent en cause et se placent, de plus en plus résolument, dans le camp des travailleurs, montrant bien que la solution au problème des accidents du travail et des maladies professionnelles n'est pas technique mais politique.»



Un lecteur de STASBOURG :

Je suis originaire de Djibouti. Actuellement, je travaille et vis en Alsace. La situation actuelle en Espagne me préoccupe beaucoup, elle me fait même faire un rapprochement avec ce qui se passe dans mon pays.

J'aimerais que ce qui suit paraisse dans le journal «Le Quotidien du Peuple», dans la rubrique du courrier.

Giscard a pris position contre le régime fasciste de Franco. Or, sa propre politique qu'il applique hors de ses frontières naturelles et justement à Djibouti laisse à désirer et a tendance à faire la même chose qu'en Espagne. Qu'on en juge : le peuple de Djibouti demande son indépendance mais le gouvernement français s'y oppose farouchement.

Une réunion de lecteurs du QUOTIDIEN DU PEUPLE à ORLEANS

Nous pensons qu'il manque d'articles sur la «gauche», le programme commun et l'avis des travailleurs à ce sujet. Une lectrice de Saint-Gobain disait : «Vous informez, vous reflétez la vie des travailleurs, mais vous n'avez pas assez de propositions, vous ne convainquez pas assez.» C'est aussi le rôle des correspondances, et nous sommes décidés à apporter largement notre contribution.

Une lettre de l'UCJR (Union de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire) de CAEN

Le week-end dernier, pendant qu'une partie d'entre nous manifestaient leur colère contre le chômage

à Paris, nous, nous réunissons des jeunes chômeurs, lycéens, ouvriers et apprentis pour débattre de deux problèmes brûlants pour la jeunesse, l'Espagne et le chômage.

Un jeune du CET explique comment tout le monde est conscient, au lycée, du chômage qui les attend. Ils font la liste de ceux qui sont partis, ceux qui ont des places (sans aucun rapport avec le CAP) et les autres qui n'ont rien.

On parle de l'abaissement de la retraite, oui mais qui obligera les patrons à réouvrir l'embauche ? La plupart du temps, le patron augmente les cadences ou fait faire de heures supplémentaires.

Les jeunes chômeurs prennent la parole, parlent de leur isolement, des parents, qui ne comprennent pas et qui poussent à l'individualisme, de la police, du vol chez les jeunes, du racisme anti-jeunes développé par la télé, par Ponia.

Nous décidons d'obliger les usines de la région à réouvrir l'embauche. Première action que nous allons mener, c'est à l'usine Blaupunkt à Caen, où le patron prévoit 6 000 heures supplémentaires, alors que tout le monde se souvient de la grève des ouvrières pour l'augmentation de leur pouvoir d'achat. C'est là qu'il faut se battre, construire l'unité entre les ouvrières de l'usine et les jeunes au chômage pour obliger le patron à embaucher. La section CFDT appuie totalement notre action.

Puis, on parle de l'Espagne, est-ce qu'il s'agit de terroristes, là-bas, ou bien de tout le peuple, est-ce qu'il y a un risque de deuxième guerre civile ? On lit des articles du Quotidien, ces articles vont nous permettre de combattre les mensonges de la télé, de dire la vérité sur l'Espagne. On s'organise pour mener cette propagande dans les lycées.

Enfin, on parle du Quotidien. Il faudrait que le Quotidien parle des autres pays fascistes dans le monde.

Il faudrait qu'il y ait un débat sur le socialisme parce que beaucoup pense qu'on veut tout casser, un point c'est tout.

Sur le chômage, c'est toujours un peu pareil, on ne voit pas comment faire pour lutter.

Pour le PCF, dans le Quotidien, c'est souvent comme si tout le monde était d'accord sur le fait que c'est un parti contre les travailleurs, alors que ce n'est pas vrai, par exemple, quand le PCF dit que l'abaissement de l'âge de la retraite fera de la place aux jeunes, beaucoup y croient.

Il faudrait des discussions là-dessus dans le Quotidien.

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL

Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos correspondances, vos propositions d'articles au : QUOTIDIEN DU PEUPLE en téléphonant au 208 65 61 PARIS de 8 h 30 à 14 h

SUCCES DU QUOTIDIEN DU PEUPLE A L'ENTRETIEN SNCF DES AUBRAIS-ORLEANS

Combien fais-tu circuler de journaux dans ta boîte et peux-tu expliquer comment tu es arrivé à ce chiffre ?

Aujourd'hui le chiffre varie entre 14 et 16. Avant le n°1, il n'y avait aucun abonné, et je me demandais comment j'allais pouvoir m'y prendre. Et puis, quand le premier numéro est sorti, je me suis «jeté à l'eau», je l'ai proposé à beaucoup de gars. Je fus surpris de leur réaction. J'avais peur qu'ils prennent ça pour un journal «gauchiste». Eh bien, ce fut le contraire. Le journal les intéresse, ils le considèrent comme le journal des travailleurs. Pour eux, ce qu'il y a dedans, c'est avant tout la vérité. Au début, j'amenais 5 à 6 numéros, et puis tous les jours des gars venaient me le demander, et j'arrive aujourd'hui à vendre entre 14 et 16 journaux. Mais, je ne peux plus les diffuser tout seul, cela représente un travail énorme. Déjà, un gars s'est proposé d'en acheter en kiosque et de m'aider dans la diffusion. Certains trouvaient ça trop cher, et ne pouvaient pas l'acheter tous les jours, alors ils se sont réunis à 2 ou 3 pour prendre un abonnement. Plus de 20 gars sur 100, au moins, lisent le journal chaque matin. Même un gars du P.C. qui est venu me dire que c'était mieux que «l'Huma» et qu'il n'était pas hostile au mouvement révolutionnaire.

Quelles discussions y a-t-il eu autour du journal ? Quelles critiques sont formulées ?

Le problème, c'est que je n'ai pas toujours le temps de discuter avec les gars, qui, je le sens, ont beaucoup de choses à dire : déjà, deux gars, ont commencé à rédiger un article sur le problème de la sécurité. Ce qui est prévu, c'est une table ronde la semaine prochaine, avec les lecteurs de la boîte.

UN QUOTIDIEN FINANÇÉ PAR LES TRAVAILLEURS QUI LE LISENT, C'EST POSSIBLE !

UN LECTEUR DE LA ROCHE-SUR-YON

Étant actuellement employé en tant qu'OS intérimaire, branche agriculture, mon bail se terminant fin décembre, je suis actuellement assez limité financièrement et je dois penser à l'avenir (c'est-à-dire le chômage).

Étant divorcé, je dois verser chaque mois à mon ex-épouse la somme de 250 F.

J'ai un petit espoir d'être embauché définitivement, dans ce cas-là, à chaque paye, j'enverrai une somme de 50 F mensuels, je le promets, plus un abonnement annuel.

JE SOUSCRIS

10 F 50 F 100 F F

Nom
Profession
Adresse

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Bon à envoyer au Quotidien du Peuple - service des ventes

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail,

à la librairie
(nom précis de la librairie)
au kiosque
de Monsieur rue n° ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien
Veuillez donc en mettre en dépôt (nombre)

JE M'ABONNE

Nom
Profession
Adresse

250 F 1 AN 80 F 3 MOIS
150 F 6 MOIS 30 F 1 MOIS

envoyez au Quotidien du Peuple
BP 225 75924 - Paris Cedex 19
CCP 23 132 48 F Paris

PORTUGAL : QUEL AVENIR ?

Au Portugal, les organisations révolutionnaires marxistes léninistes se sont très largement développées depuis le 25 avril. Elles mobilisent des dizaines de milliers de travailleurs, elles ont conquis la direction de centaines de commissions de travailleurs, d'habitants, de soldats. Elles sont pour l'essentiel divisées en deux courants : d'une part, le Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Proletariat. D'autre part, l'Organisation pour la reconstruction du Parti Communiste (marxiste-léniniste), le Comité Marxiste Léniniste Portugais, et l'Organisation Communiste Marxiste Léniniste Portugaise, qui sont en discussions pour s'unir dans un nouveau parti. L'Union Démocratique Populaire est un front de masse dirigée par l'ORPC (ml). Nous commençons la publication d'extraits de deux textes parus à la même période, dans le courant de l'été dernier. D'une part, le discours du camarade Arnaldo Matos, secrétaire général du MRPP, prononcé le 18 juillet ; d'autre part, le discours du camarade Guinet, responsable de l'UDP, prononcé le 25 juillet. Nous espérons ainsi éclairer pour nos lecteurs ce qui unit et ce qui divise les marxistes léninistes portugais.

le point de vue des révolutionnaires

communiqué du Comité Central du PCR (ml)

Les affrontements violents entre des militants de l'UDP et le MRPP, deux organisations se réclamant du marxisme léninisme qui ont provoqué la mort ou les blessures graves de plusieurs militants de l'une et l'autre organisation, sont des événements négatifs, qui nuisent au développement du mouvement révolutionnaire au Portugal, et peuvent être mis à profit par la réaction et les révisionnistes.

Nous désapprouvons fermement l'emploi de telles méthodes entre deux organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

Nous espérons que les camarades de l'UDP et du MRPP, réfléchissant aux conséquences très négatives de telles pratiques, seront amenés à trouver, au contraire, la voie pour se rapprocher et agir ensemble contre la réaction et le révisionnisme.

Le Comité Central du PCR (ml).

Union Démocratique Populaire

Voilà, camarades, l'origine de la crise politique et de la crise économique. Le MFA parle beaucoup mais reste toujours à mi-chemin, concilie, fait traîner les décisions, tente d'être en bons termes avec dieu et avec le diable. Il y a chaque jour plus de travailleurs qui comprennent que cela nous mène au désastre. Il faut dire : moins d'humanitarisme envers les «PIDE» et plus d'humanitarisme envers le peuple qui travaille ! Moins de phrases «révolutionnaires» et plus d'actes ! Moins de paternalisme et plus de démocratie réelle ! Voilà ce qu'il nous faut, mais le MFA n'est pas capable de le faire. Ce n'est pas seulement nous qui le disons, c'est le point de vue de tous, camarades !

Des grands partis dits démocratiques, c'est tout juste la peine d'en parler. Durant les deux derniers mois, depuis qu'ils sont à l'assemblée, ils ont donné un spectacle honteux qui indignent des masses toujours plus grandes du peuple, au point que peu se font encore des illusions. Le P«S» est devenu champion de l'anti-communisme et est parvenu à attirer dans ses rangs toutes sortes de fascistes et de réactionnaires. Le P«C», avec son drapeau rouge plus qu'en lambeaux, monte des coups et des manœuvres dans l'ombre et dresse des barrages devant le P«S». L'un et l'autre, dans leur lutte pour dominer le gouvernement, sont comme des singes après une banane. L'intérêt du peuple est ce qui leur importe le moins. Les uns poussés par les russes, ils sont prêts à détruire le Portugal. A condition que nous les laissions faire, camarades !

Dans cette situation, où le MFA et les grands partis se divisent et se discréditent aux yeux des masses, quoi d'étonnant si le fascisme lève la tête et gagne du terrain ?



Meeting de l'UDP

nature de la révolution

Camarades, comme nous disons : ce n'est pas la révolution socialiste qui est en marche. Ce que notre peuple exige, ce qui est en marche et qu'il peut faire avancer, c'est la révolution démocratique et populaire.

Le peuple exige une véritable démocratie révolutionnaire, anti-fasciste et anti-impérialiste. Une démocratie solide qui fasse du Portugal un pays libre, prospère et indépendant.

Une démocratie capable de décapiter le fascisme (...), capable de garantir la liberté et le bien-être du peuple (...), capable de garantir l'indépendance nationale en expulsant de notre pays toute la canaille impérialiste, qu'elle soit américaine ou russe !

Ce n'est qu'à partir de là que nous pourrions avancer vers le socialisme, par la libre volonté du peuple sous la direction de la classe ouvrière.

Voilà à quoi sert la parade «socialiste» du sieur Vasco, du docteur Soares, du docteur Cunhal : au lieu d'unir la majorité

écrasante du peuple pour les tâches démocratiques actuelles - écraser le fascisme, en finir avec la grande bourgeoisie, expulser les impérialistes - elle parvient à diviser le peuple et à offrir une large base d'appui aux fascistes qui se livrent à une grande offensive.

Camarades, il n'y a pas de pouvoir démocratique si le peuple n'est pas uni (...). Nous ne pouvons pas permettre que le fascisme parvienne à tromper et à manœuvrer des millions de gens simples, dont les intérêts sont ceux du peuple, sont opposés au fascisme et à l'impérialisme. Principalement, la classe ouvrière ne peut être divisée, camarades ! Dans les dernières semaines, de nombreuses cellules ouvrières, tant du PS que du PC, se sont aperçues de la politique réactionnaire de leurs chefs Soares et Cunhal, qui vendent le peuple portugais au profit de l'impérialisme et du social-impérialisme ; ils ont abandonné ces partis pour rejoindre les rangs de l'UDP et d'autres organisations populaires.

(à suivre)

Mouvement pour la Réorganisation du Parti du Proletariat

Quel bilan devons-nous faire du gouvernement provisoire ? C'est le bilan de la misère, des souffrances, de la faim qui augmente pour le peuple, du chômage permanent (...)

Le bilan de ce gouvernement est qu'il nous a promis une aide venue de l'Est (...). En réalité, nous n'avons pas trouvé un soutien, mais un créancier, qui continue à nous exploiter et à nous exproprier. Et quant au bénéfice, nous n'en tirons aucun de là.

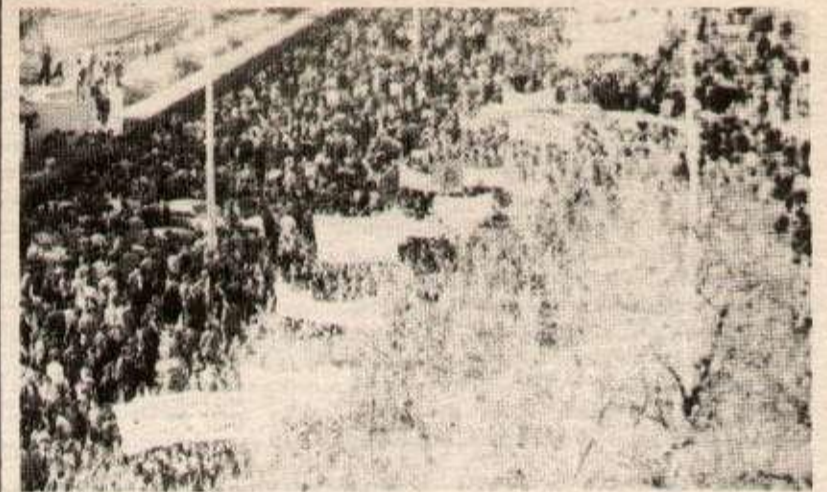
Il est évident que les impérialistes se partagent notre pays, comme ils se partagent l'Europe et le monde, jusqu'au jour où aucun de vous ne se laissera partager. Je pense que ce jour est arrivé. (...)

Cette crise n'a pas de solution, quelque prestidigitateur qu'on propulse sur le devant de la scène. Cette crise place la classe

ouvrière devant le choix : la révolution portugaise à la croisée de ces deux chemins : ou la révolution meurt, ou elle doit avancer à toute vapeur ; il n'y a pas de choix intermédiaire entre ces deux possibilités.

Nous ne pouvons pas, fût-ce une minute, accorder notre confiance aux partis qui, seize mois durant, ont révélé leur banqueroute, leur faillite politique complète. Nous ne pouvons faire confiance à aucun des partis opportunistes, conciliateurs et traîtres, parce qu'ils ne nous apporteront que le chômage, la misère et la faim. Et il est criminel qu'un ouvrier conscient alimente quelque illusion que ce soit concernant ces vampires.

Nous ne pouvons accorder aucune confiance au gouvernement provisoire défunt, ni à celui qu'ils se préparent à faire naître de son cadavre.



Manifestation du MRPP

nature de la révolution

Pourquoi, camarades, la révolution démocratique et populaire n'a-t-elle pas encore été menée jusqu'au bout ? Parce que les opportunistes, les conciliateurs et les traîtres vous ont proposé, au lieu de l'alliance des ouvriers avec les paysans, une alliance avec le MFA. Parce que, au lieu de vous proposer l'unité de votre classe, ils vous ont proposé la division de votre classe. Parce que, au lieu que les ouvriers s'allient aux autres éléments du peuple exploité et opprimé, ils ont voulu que vous vous alliez à la bourgeoisie démocratique, sans exercer sur elle l'hégémonie et la direction. La question consiste donc pour pouvoir avancer à savoir comment le prolétariat révolutionnaire - qui veut poursuivre la révolution jusqu'au bout de l'étape actuelle et construire une autre étape - va se munir des instruments nécessaires pour accomplir cette tâche.

Ces conditions sont, en premier lieu, l'unité de notre classe, de la classe ouvrière, de la classe qui est capable de mener la révolution jusqu'au bout parce qu'elle est la seule classe

révolutionnaire conséquente. Mais cette unité n'a jamais pu être réalisée jusqu'ici, parce que les partis conciliateurs et traîtres, en particulier le parti qui se dit communiste mais est en fait un parti fasciste, ont tenté de vous détourner de la conquête du pouvoir et de vous opposer d'autres revendications entièrement idéalistes, qui n'ont rien à voir avec la politique de la classe ouvrière (...).

Comment pouvons-nous avancer jusqu'à achever la révolution démocratique et populaire en cours - car les opportunistes vous parlent de «révolution socialiste» et de «construction du socialisme», mais on n'en est pas encore là, la classe ouvrière n'a pas le pouvoir, elle ne peut être en train de construire le socialisme, et un pouvoir qu'elle n'a pas, elle doit d'abord le conquérir. La question est donc de savoir si nous sommes ou non décidés à mener la révolution démocratique et populaire jusqu'au bout, pour commencer alors, oui, l'étape de la construction du socialisme, de la révolution socialiste.

(à suivre)

GRANDIN quelle reprise ?

AU CET DEJA, DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

A Dol-de-Bretagne, au CET de mécanique, un élève a eu le bras arraché par son tour. J'en ai discuté avec les professeurs d'atelier de mon CET et ils m'ont rapporté les remarques suivantes : le chef des travaux reconnaît lui-même que dans la quasi-totalité des CET, on fait travailler les gars sur des machines datant souvent de plus de 30 ou 50 ans. Des machines qui n'ont donc pas certains dispositifs de sécurité, inclus depuis dans les nouveaux modèles.

Un autre professeur d'atelier explique, qu'il existe maintenant un moyen facile d'éviter certains accidents électriques, comme celui qui avait failli électrocuter un élève au CET Minard à Saint-Etienne. Il suffit de placer des disjoncteurs sur le circuit général. Toute anomalie entraîne alors, aussitôt, la coupure du courant. Pourquoi n'installe-t-on pas ces dispositifs partout ? Tout simplement, parce que les machines, étant trop vétustes, et hors des normes de sécurité, le courant s'arrêterait très souvent.

Dans les CET, comme dans les usines, la santé et la vie des travailleurs ne comptent pour rien.

Un professeur de CET.

Celundimatin, Grandin doit rouvrir. Il aura fallu 8 mois de lutte et d'occupation. Qui sera repris ? Quand ? Samedi les ouvrières ne le savaient pas encore. Toutes sont conscientes qu'il faudra continuer à se battre pour que l'accord conclu vendredi soit appliqué jusqu'au

Demain, nous publierons notre reportage sur la reprise à Grandin.



Les Grandin chez Giroud

le tri à Amiens : non à la répression

Mardi soir, l'équipe de nuit du centre de tri d'Amiens-Gare se met en grève. Le Quotidien local n'y consacre qu'un entrefilet, le conflit semble n'avoir été qu'un feu de paille, et pourtant, dans l'après-midi de jeudi, le bruit circule que ça continue.

Jeudi soir, le centre de tri d'Amiens-Gare est en grève. Le mouvement doit durer toute la semaine, chaque équipe prenant le relai de la précédente. La revendication essentielle porte sur les notations. «On estime que certaines notes ont été descendues abusivement», dit un

postier. «Une note baissée, ça veut dire, plus de concours, pas de promotion, limitation du salaire et des primes» dit un autre. «Les gars veulent tenir, ils sont décidés à se battre». On cite le cas d'un jeune inspecteur «qui se sentait près des gars. On l'a saqué, quoi. C'est de la répression. On se bat contre ça.»

Ce soir, l'équipe qui porte le courrier du soir au centre de tri, a débrayé à son tour. Les postiers sont solidaires de leurs camarades, bien qu'ils ne soient pas concernés directement. Mais

«si on se laisse faire, on se fera avoir». En riposte, la direction a fait charger les sacs de tri par une société privée : «On voit bien la collusion des patrons et de l'Etat. Pour saboter le mouvement, ils y mettront tous leurs moyens. Ce n'est pourtant qu'un mouvement local.»

Pour conclure, un délégué nous dit sa confiance. Depuis un an, les postiers ont tiré les leçons de leur grève. «Il ne faut pas céder. Ce n'est pas de discuter tout le temps avec la direction qui changera quelque chose». Face à la répression, aux cadences, aux tentatives de

sabotage, ces postiers sont prêts à se battre, et ils savent que s'ils restent seuls, ce sera dur. «On ne sait pas ce que ça donnera. Il faudra bien qu'un jour, on gagne». La conclusion, c'est un postier qui la donne : «pour le moment, les responsables des syndicats appuient et suivent la lutte. On sait bien qu'on ne gagnera que si l'on reste uni, et de toute façon, il faudra qu'un jour on foute en l'air tout ce système, les patrons et l'Etat bourgeois. On en a marre».

Corr. Amiens

LA JOURNÉE «PORTES OUVERTES A CARON OZANNE

Plusieurs centaines de travailleurs ont participé à la «journée portes ouvertes» de samedi. Les ouvriers de Caron étaient là, faisant tourner les machines ; ils refusent tout démantèlement de l'usine, qui entraînerait des licenciements et la division des travailleurs de Caron.

Le nouveau PDG qui «cherche» des millions pour relancer une nouvelle imprimerie, voudrait supprimer le secteur «photocomposition», ce qui équivaldrait à supprimer le secteur «presse», soit à court terme 30 licenciements.

Face à cela, les travailleurs exigent des garanties sérieuses comme quoi «Liberté» sera de nouveau imprimé chez eux lorsque la boîte redémarrera : pour cela, une liaison avec une imprimerie Caennaise où ce journal devait être composé a été entreprise. Ils bloquent toute possibilité d'impression de «Liberté» sur Caen, ce qui le gêne beaucoup (actuellement imprimé et composé loin de Caen donc en décalage sur l'actualité).

Au cours de la journée «portes ouvertes», un débat a eu lieu : plusieurs questions essentielles sont ressorties de ce débat : comment coordonner les luttes actuellement, comment ne pas rester isolés, comment arriver aujourd'hui à ce mouvement d'ensemble ?

Dans ce débat apparurent les difficultés rencontrées par les ouvriers de Caron pour avoir un soutien ferme de la FFTL, cette même FFTL qui a déclaré «qu'il n'était pas question d'un nouveau LIP dans le livre».

La «journée portes ouvertes», ainsi que la sortie d'un nouveau «Ouest licenciements n°5» montre que les travailleurs de Caron Ozanne sont prêts à se battre jusqu'au bout, contre le démantèlement, contre tout licenciement, pour le maintien des avantages acquis.

TOUL "meubles de style" occupe

Depuis le 8 octobre, les travailleurs de l'usine «Les Meubles de Style Français» à Toul, occupent leur usine.

Le 20 juin dernier, après incendie, une partie des bâtiments, le patron décidait de fermer l'usine. Cet incendie tombait à point pour le patron de la boîte, lui permettait de faire un rideau de fumée sur les dettes et cotisations non payées, sur diverses fraudes, et de se débarrasser de travailleurs trop combatifs, organisés dans leur section CFDT.

Mis au chômage, mais non licenciés, les travailleurs de l'usine, ont exigé le paiement à 90 % de leur salaire.

Trois mois après, la «garantie de salaire à 90 % pendant un an» est remise en cause par l'ASSEDIC qui ne veut plus payer que 45 %. si des boîtes de Toul ont embauché quelques travailleurs des «Meubles de Style», avec les réductions d'horaires comme à Pont-à-Mousson, les travailleurs des «Meubles de Style» voient bien que ce n'est pas une solution, que la majorité d'entre eux restent au chômage. Leur colère a été grande, quand ils se sont aperçus, qu' alors qu'ils étaient à la porte de leur usine, le patron, lui, continuait ses activités, se permettait de sous-traiter la production dans d'autres usines, préparait une exposition de meubles à Lyon... Après une assemblée générale qui regroupait 80 travailleurs sur 120, la reprise de l'usine est décidée par les ouvriers, c'est l'occupation illimitée. Depuis, les patrons ont disparu...

Aujourd'hui les travailleurs s'organisent pour durer : piquets, tours de rôle, soutien des autres usines du coin, et l'idée de relancer la production après réparation des dégats de l'incendie (quelques jours suffiraient) est discutée par les travailleurs. «Les 90 % de salaire, et le chômage, c'est pas une solution, ce qu'on veut, c'est travailler» nous dit un travailleur, «nous gagnerons !»



en bref LOYERS

RÉPRESSION AU C.H.R. DE BESANÇON

La répression règne au Centre Hospitalier de Besançon. En moins de six jours, une dizaine de travailleurs ont été licenciés pour les motifs les plus futiles. La menace de licenciements pèse surtout sur les auxiliaires, qui sont à la merci de la direction. Alors que le personnel manque, que les cadences se multiplient, la direction licencie sans compter. Elle a le jeu facile : elle sait que des centaines de chômeurs frappent à la porte tous les jours.

Le problème des agents hospitaliers n'est pas isolé. Il est le même que celui des ouvriers.

Ma direction nous pravoque. Mais nous saurons lui répondre. Nous lutterons contre les licenciements, que ce soit dans nos usines ou dans nos hôpitaux !

Des travailleurs de l'Hôpital

PRINTEMPS

Au bout de 33 jours, la reprise a été votée à une faible majorité (53 voix contre 36).

Les travailleurs ont obtenu :
o 150 F d'augmentation,
o titularisation des travailleurs à temps partiel.

INNO-MONTPARNASSE : LA LUTTE CONTINUE

Les 120 employés d'Inno-Montparnasse continuent leur lutte, c'est le résultat de l'AG de samedi (la grève est reconduite tous les jours). La direction refuse toute discussion (voir Quotidien du Peuple du 10 octobre). Face à cela, la fermeté des employés est grandissante : ils ont décidé le boycott du magasin. Toute la journée du samedi, en rang devant les portes du magasin, ils scandent : «Clients, soyez solidaires, ne brisez pas notre grève, ne laissez pas votre argent aux patrons, soutenez plutôt les grévistes». En une semaine, c'est presque un million qui a déjà été collecté. Devant l'entrée, de nombreux panneaux expliquent les conditions de travail, des bulletins de salaire sont affichés. La réaction des passants, dans l'ensemble, est très positive. Beaucoup apportent leur soutien ; telle dame qui, revenant d'un autre magasin, déclarait : «Vous voyez, j'ai été ailleurs !».

Popularisez leur lutte, envoyez votre soutien financier à M. DEHU, compte bancaire BICS 4522.010.702

EN QUELQUES SEMAINES, C'EST PLUS DE DIX GRANDS MAGASINS QUI SONT ENTRÉS EN LUTTE

- INNO (Montparnasse),
- GALERIES-LAFAYETTES (Montpellier, Lyon),
- PRINTEMPS (Rennes),
- MAMMOUTH (Rennes),
- CONFORAMA (Kremlin-Bicêtre, Maison-Alfort, Rungis),
- MEUBLES MOBB (Toulouse),
- vins nicolas (Paris).

Certains ont repris, d'autres continuent, mais ces exemples montrent combien aujourd'hui la révolte est grande chez les employés dont les conditions de travail se rapprochent de plus en plus de celles des ouvriers : salaires de misère, semaine de 43 45 h, travail intensifié, etc...

HAUSSE DE 7,5 A 15%

Le mois d'octobre est traditionnellement le mois des hausses de loyer, cette année, la tradition est respectée, les hausses seront au minimum de 7,5 % sur les loyers, de 4 % sur les charges, quant au fuel, il a déjà augmenté de 7,1 %. Ces hausses, alors qu'un froid précoce s'abat sur l'ensemble du pays, ont de quoi inquiéter les familles des travailleurs. La hausse a été décidée en juin dernier pour l'ensemble des loyers réglementés, soit trois millions de logements anciens (il y a sept millions de logements en location en France). Mais le décret d'application de cette décision ayant été publié trop tard, l'augmentation n'avait pas été appliquée jusqu'à maintenant, moyen dissimulé pour Fourcade d'éviter que l'indice des prix ne fasse un bond en juillet. Seuls, avaient augmenté en juillet, les loyers des HLM, de 7,5 % également. Les loyers réglementés sont ceux des logements anciens régis par la loi de 48. Leur nombre a constamment diminué, soit par destruction ou restauration, soit du fait de l'application de nouvelles lois, excluant du champ d'application du décret

les logements du haut de l'échelle. Ainsi, en 76, les logements de la catégorie II A il y en a 30 000 dans la région parisienne, auront des loyers libres, c'est-à-dire des loyers qui grimpent plus vite. Vu le retard d'application des hausses : octobre au lieu de juillet, l'augmentation sera récupérée par les propriétaires qui pourront faire payer des loyers majorés de 15 % pendant plusieurs mois. Fourcade qui a autorisé la hausse a pourtant le front de déclarer que la plupart des loyers ne bougeront pas en octobre.



Pour les loyers libres, l'augmentation est liée à l'augmentation de l'indice du prix de la construction, cette année, l'indice a fait un bond de 20 %, cependant, vu la difficulté qu'ont les propriétaires actuellement à louer les logements les plus chers, les administrateurs de biens recommandent de ne pas dépasser 15 % d'augmentation, on appréciera ! Fourcade, lui demande de limiter la hausse à 7,5 % mais les propriétaires étant libres, ils ne se priveront pas, c'est certain. Toutes ces hausses, y compris les charges qui, en moyenne, augmen-

tent trois fois plus vite que les loyers (l'andernier, certains locataires ont vu leurs charges progresser de 80 % et plus) vont lourdement pénaliser les travailleurs, dont le loyer représente bien souvent le quart de leur budget.

Dans les cités ouvrières, le nombre de loyers impayés augmente, dans les cités HLM de la région parisienne, un loyer sur quatre reste impayé, et les saisies sont quotidiennes. Avec l'augmentation du chômage total et partiel, la situation ne fait que s'aggraver.

Contre les augmentations et leurs conséquences, les travailleurs s'organisent en associations de locataires et dans de nombreux endroits, ils ont engagé la lutte, empêchant les saisies ou faisant la grève des loyers. Au Triolo, cité HLM de Villeneuve d'Ascq, dans la banlieue de Lille, les locataires ont refusé l'augmentation des charges (50 %) et de loyer (10 %), depuis plusieurs mois, ils font la grève des loyers. C'est par de telles actions que nous pourrions faire échec aux augmentations de loyer.

la "pommade souveraine" une pommade qui rapporte ... et qui tue

Christophe Bonnet, six semaines, est mort à l'hôpital des enfants malades : intoxication aiguë par le plomb. Sa mère, qui allaitait, utilisait la «pommade souveraine» contre les gerçures des seins. Et, cette pommade contient 32% d'oxyde et de carbonate de plomb. Depuis, ce produit, fabriqué dans une usine de duplicateurs de bureau, est interdit à la vente. Il s'agit d'un onguent, d'une pommade traditionnelle utilisée contre les chancres d'arbres, pour accélérer les cicatrisations de plaies de toutes sortes. Et cette pommade, qui n'est pas reconnue comme un médicament, et donc n'est pas vendue en pharmacie, est sem-

ble-t-il très utilisée. Bonne occasion pour la presse bourgeoise : le médicament n'est pas en cause, c'est la médecine et la pharmacie parallèles qu'il faut accuser, à condition, bien sûr, de ne pas remettre en cause les énormes profits faits dans ces circuits. Et à cette occasion, quelques éléments ont été dévoilés : l'industriel fabricant la pommade qui a été poursuivi plusieurs fois pour «exercice illégal de la pharmacie», a inclus dans ses emballages une notice expliquant que cette médication est destinée à des usages non thérapeutiques, mais que rien n'empêchait de l'utiliser, en particulier pour toutes sortes de maladies de peau. D'autre part, ce produit est commercialisé partout en France et même à l'étranger. Alors, assez d'hypocrisie ! On ne fera croire à personne que ces circuits parallèles sont inconnus, qu'on ne peut rien contre... La vérité, c'est que, partant d'une aspiration à une médecine plus simple, plus naturelle qui existe dans les masses, la bourgeoisie trouve le moyen de faire de la santé une source de profits. Mais là où l'hypocrisie éclate le plus, c'est lorsqu'on prétend que

la pharmacie officielle, elle, est sûre.

Que ces Messieurs se rafraîchissent un peu la mémoire : la thalidomide, responsable de la malformation de centaines de nouveaux-nés, le talc Morhange à l'héxachlorophène responsable de la mort de 40 bébés, étaient vendus en pharmacie... Un pharmacien, que nous interrogeons, après s'être violemment attaqué aux charlatans, etc, «ces gens qui n'ont aucune qualification», se justifiait ainsi : «Il y a tellement de médicaments, et surtout de nouveaux, il nous est impossible de nous

faire une opinion sur tous. Et, il y a les visiteurs médicaux qui sont là, pour cela...» Or, que sont les «visiteurs médicaux», sinon des voyageurs de commerce de trusts pharmaceutiques, dont les services «marketing» n'hésitent pas à l'occasion à faire tronquer le résultat des analyses, pour peu que celui-ci puisse compromettre le lancement du produit.

Aujourd'hui, Christophe est mort. La presse s'en prend à la pharmacie parallèle. D'avril à juillet 72, 42 enfants étaient morts à la suite de l'utilisation par leurs parents du talc Morhange : la bourgeoisie tentait de faire croire que la faute revenait aux ouvrières de l'usine de conditionnement. Belle unanimité pour cacher une même réalité : la santé, aujourd'hui, c'est une industrie capitaliste, qui n'a pas grand chose à voir avec la santé des masses.

Eric BREHAT

Le docteur Quotidien du Peuple reviendra dans le bloc-notes sur la question des produits pour bébés (alimentation, médicaments...)

Parents, infirmières, pédiatres, écrivez-nous pour enrichir ce dossier que nous ouvrons.

Pour France-Soir, l'intoxication au plomb est une chose extrêmement rare : «la législation réglemente sévèrement l'usage du plomb». Les plumitifs de ce journal n'ont peut-être pas entendu parler des ouvriers de Penarroya, chez qui le saturnisme (intoxication au plomb) est très fréquent, et qui ont déjà mené beaucoup de luttes à ce sujet.

" EN PHARMACIE, VOUS NE RISQUEZ RIEN "

Une revue de consommateurs a publié une enquête sur les pharmacies : un enquêteur, prétendant souffrir des reins, s'est vu vendre dans 70% des cas des médicaments classés sous la rubrique «surveillance médicale souhaitée». Dans 15% des cas, on lui a vendu des médicaments inscrits au tableau C, c'est-à-dire des médicaments «très dangereux».

proces d'un paysan ruine

Le procès de M. Grandin avec la COPAL (coopérative agricole) s'est tenu à Dijon. M. Grandin jouissait du soutien de nombreux ouvriers, et de nombreux paysans de Saône-et-Loire, de la Nièvre, de la Côte d'Or, parmi lesquels le président de Franche-Comté Élevage (association de défense des éleveurs du Jura). Au total, une centaine de personnes. Le président du tribunal ouvrait la séance et faisait remarquer le «caractère curieux de cette affaire». «Elle a beaucoup entraîné, dit-il à l'avocat de Grandin, votre prédécesseur ne s'était même pas présenté à

l'audience». Signalons pour information que le dit prédécesseur, Me Vallette, ainsi que l'avocat de la COPAL, en même temps avocat attitré de la FDSEA, sont tous deux membres du PS, ainsi que certains dirigeants de la COPAL... entre gens du même bord, pourquoi ne pas s'entendre ?

Mais venons aux faits : «Grandin s'est acharné pendant 7 ans à mettre en valeur une terre en friche et aujourd'hui, on veut tout lui prendre» explique l'avocat qui montre comment la COPAL qui n'en a pas fait depuis deux ans,

fera un contrat écrit, seulement au moment où elle jugera que Grandin doit payer. Pour le faire signer une reconnaissance de dettes, elle lui dira «C'est ça, ou on vous enlève tout, réfléchissez, vous avez des enfants». Me Lelièvre montrera en quoi les coopératives, style COPAL, se comportent comme des firmes privées, et c'est bien là le fond du problème.

Quant à l'avocat de la COPAL, elle tentera de prouver que Grandin est un agriculteur dont les caractéristiques essentielles sont

«la carence et l'incompétence». Elle aura le mot de la fin en disant que donner raison à Grandin, ce serait remettre en cause tout le système de la coopération, ce qui est profondément vrai.

Et c'est bien cela que les paysans et les militants présents à l'audience expliqueront, c'est bien sur cela qu'ils comptent étendre la mobilisation pour continuer de soutenir Grandin. Le verdict sera rendu public le 21 octobre. Tenons nous prêts !

Albert CHATILLON

politique

campagne sur la violence Poniatowski continue

SUITE DE LA PAGE 1

Mais qui est visé par ce renforcement de la police ? Les bandits, c'est ce que prétend Poniatowski. Quand voit-on des patrouilles légères, ou des contrôles d'identité permettre l'arrestation de gros truands qui ont pignon sur rue, qui sont parfaitement connus de la police à laquelle ils servent d'indicateurs, qui alimentent les caisses des partis bourgeois et à l'occasion fournissent des gros bras pour leurs services d'ordre ? Poniatowski

prétend que ses opérations coup de poing ont fait preuve de leur efficacité. Les chiffres parlent d'eux-mêmes :

• 1973 : 6849 arrestations, 4699 conduits au poste, 1282 arrestations ;

• 1974 : 175055 interpellations, 7893 conduits au poste, 1284 arrestations.

En 74, il y a donc eu 2 arrestations de plus, grâce aux opérations « coup de poing » :

par contre, les interpellations ont presque triplé et le nombre de conduits au poste doublé. Non, si Poniatowski multiplie les contrôles d'identité sur les lignes de métro fréquentées par les travailleurs, s'il installe des commissariats dans les HLM, s'il étend d'ilôtage dans les quartiers populaires, ce n'est pas, dans son fond, pour s'attaquer à la pègre. Il en a fait lui-même l'aveu. C'est pour surveiller « certaines catégories de population ». Il assimile d'ailleurs syndicalisme et délinquance quand il accuse la CGT de développer la délinquance quand il accuse les travailleurs du « Parisien Libéré » d'être responsables de la mort de deux commissaires à la Bourse. Les plus grands déploiements policiers, sont dirigés contre les travailleurs en lutte comme on a pu le voir en Corse ou à Fougères, où une jeune manifestante a été gravement blessée à un œil par la police.

Réprimer les travailleurs, protéger la bourgeoisie, c'est la fonction de la police dans ce système. Elle est incapable de régler le problème de la délinquance car elle ne s'attaque pas à ses causes sociales. L'emprisonnement des délinquants mineurs, dans la plupart des cas, les mène directement à la récidive et à commettre des délits de plus en plus graves. Ce n'est pas dans un renforcement du système répressif tout entier dirigé contre les travailleurs, que se trouve la solution au problème de la délinquance, mais dans le renversement du système qui produit les délinquants : le capitalisme.

Serge LIVET.



LE JEUNE JEAN-PIERRE, DE BRUAY. ARRETE...

« Ils ont voulu gâcher ma vie, ils y sont parvenus. Quand je sortirai, il faudra que je réapprenne mon métier, faire de nouveaux stages... », c'est ce qu'écrivait Jean-Pierre, de la prison de Fresnes où, la machination montée pour disculper le notaire Leroy du meurtre de Brigitte Dewèvre, l'avait envoyé, pendant plus de 2 ans.

Samedi, Jean-Pierre est arrêté pour tentative de cambriolage devant un immeuble de la rue de Rivoli, et emprisonné à Fleury-Mérogis. Depuis son acquittement par le tribunal pour enfants de Paris, pensionnaire du centre d'action éducative d'Épinay, il était au chômage... Aujourd'hui, il est incarcéré dans la prison où il y a le plus de tentatives de suicide et de jeunes qui deviennent fous. On peut être inquiet pour Jean-Pierre.

L'arrestation de Jean-Pierre fait la une de l'information de la bourgeoisie, en particulier à la télévision : ce jeune, pour qui les travailleurs éprouvent de la sympathie, principalement en raison de la machination montée contre lui, n'est finalement qu'un cambrioleur. Quelle aubaine !

...APRES « LES FRANÇAIS ONT PEUR DES MANIFESTATIONS », LE POINT RECIDIVE : Immédiatement après l'annonce de l'arrestation de Jean-Pierre, la télévision annonce le nouveau sondage du « point ».

C'est contre les agressions, par les jeunes, bien entendu, de personnes âgées, que les français seraient le plus sévère. Quand on vous dit que le jury de Beauvais était populaire... La délinquance des jeunes est particulièrement soulignée. On commence à comprendre la place accordée à l'arrestation de Jean-Pierre... Mais la perle du Point, la voici : « Ce ne sont pas les ouvriers qui seraient les plus sévères contre les patrons responsables des accidents du travail ! » C'est peut-être Lecanuet.

Ce commerçant de Marseille, lui, n'a pas attendu le sondage du Point pour mettre en pratique sa conception de la justice : J. Cl. JOUVE - tiens, encore un jeune - tente un cambriolage, ce monsieur va chercher sa carabine et l'abat.

C'était l'information qui suivait immédiatement celle du Point. Voilà de quoi satisfaire Mr Poniatowski et les partisans d'une justice « dure », pas pour les patrons, bien sûr.

LES CHIENS DE GARDE

Pendant 3 jours, à Clermont-Ferrand, sociologues, psychologues et juristes bourgeois, réunis sous le patronage des principaux flics de France, ont tenu le quinzième congrès de criminologie, consacré aux « aspects modernes du banditisme ». La criminologie est censée être une science, c'est en fait, pour les experts bourgeois, un exercice consistant sous un jargon pseudo-scientifique à justifier la répression policière contre les travailleurs, et à camoufler les responsabilités du système dans la criminalité, en l'attribuant à l'hérédité, la génétique, le système pileux, etc... toutes les absurdités étant autorisées. Le langage policé de ces messieurs camoufle mal leur haine des travailleurs. Pour le congrès de cette année, la palme reviendra sans conteste à monsieur Pinatel, président de la société internationale de criminologie qui a découvert 3 formes de criminalité : « le modèle sud-américain », « le modèle révolutionnaire, dé-

fini au Vietnam, dans lequel le banditisme est intégré dans le processus révolutionnaire », « le modèle américain ». « L'interpénétration de ces trois modèles, poursuit Pinatel, produit la criminalité actuelle avec ses traits empruntés au sous-développement chez les Noirs aux Etats-Unis et les migrants en Europe. » Les policiers auront maintenant une caution scientifique pour ratonner.

Pandraud, le nouveau chef de la police, a conclu ce congrès en demandant le renforcement de la police pour lutter contre les nouvelles formes de la criminalité, définies au cours de ces trois journées, et qui conformément aux élucubrations de Pinatel et aux déclarations de Poniatowski, tiendraient à la fois du banditisme et de l'agitation révolutionnaire. Quand la bourgeoisie fait donner ses chiens de garde, c'est toujours pour dire que les révolutionnaires, les travailleurs combattifs, sont des bandits à abattre.

CONFERENCE SUR LES MATIERES PREMIERES ET LE DEVELOPPEMENT

dialogue...

ou nouvelle manoeuvre americaine ?

Six mois se sont écoulés depuis l'échec de la première tentative pour préparer ce qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler « le dialogue Nord-Sud », c'est-à-dire la conférence, proposée par Giscard il y a déjà plus d'un an, et qui doit regrouper les pays industrialisés (Europe, Etats Unis, Japon), les pays producteurs de pétrole et les autres pays du Tiers Monde, producteurs ou non de matières premières. Echec dû à l'acharnement des USA (et à la complicité des autres impérialismes, dont la France), à vouloir limiter ce dialogue à la seule question du pétrole, en face d'un Tiers Monde uni par la conviction que le problème du pétrole et de l'énergie ne saurait être dissocié de celui de l'ensemble des matières premières et du développement en général des pays du Tiers Monde.

Car ce qui est en cause, c'est le pillage impérialiste.

CHANGEMENT DE TACTIQUE SUSPECT

Aujourd'hui 13 octobre, les négociations en vue de préparer les conditions d'un dialogue doivent reprendre avenue Kleber, à Paris.

Le débloquage provient apparemment de l'assouplissement de la position américaine, annoncé dès la fin mai 1975 par Kissinger.

Les Etats Unis acceptaient que le dialogue porte, non seulement sur l'énergie, mais aussi sur les matières premières et le développement, ainsi que sur les problèmes monétaires et financiers. Selon la lettre de la proposition américaine, ces questions seraient discutées sur un pied d'égalité (on se souvient que ce point avait été justement refusé par les USA, lors de la première conférence) au sein de commissions qui se réuniraient soit successivement, soit simultanément, et sans calendrier fixant une date limite pour conclure. Ce qui laisse tout à fait la possibilité à l'impérialisme américain de laisser traîner en longueur les questions qu'il ne souhaite pas voir débattues. C'est justement sur ce point, entre autres, que l'Algérie avait réagi sans attendre, dénonçant en cela une nouvelle manoeuvre américaine.

Kissinger l'avouait lui-même : « Ainsi notre idée sur la conférence de l'énergie serait qu'un travail important et substantiel soit fait sur les questions de l'énergie... mais les

négociations réelles sur les autres questions devraient être menées dans d'autres enceintes. »

De cette nouvelle manoeuvre américaine, il ne fait guère de doute que la plupart des pays du Tiers Monde soient conscients. Et le fait que leurs représentants (Algérie, Arabie Saoudite, Iran, Venezuela, ainsi que le Brésil, le Zaïre et l'Inde) siègent aujourd'hui avenue Kleber, ne signifie nullement qu'ils soient prêts à céder aux exigences américaines.

MALGRE LA PRESSION ECONOMIQUE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Certes, l'impérialisme américain mise sur un certain nombre d'atouts pour développer ces exigences. Par le jeu de la hausse des prix des produits exportés par les pays industrialisés et de la baisse quasi-ininterrompue du dollar jusqu'à la fin de l'été 1975, il a pu, sur le plan strictement économique, rattraper une bonne partie du terrain perdu en octobre 1973. Les pays de l'OPEP ont dû réduire sensiblement leur production, et donc leurs reve-

nus, tandis que les autres pays du Tiers Monde éprouvent de graves difficultés de balance des paiements, malgré l'aide des pays de l'OPEP.

Tout cela explique que les pays du Tiers Monde cherchent à tirer parti d'une telle négociation. Mais un retour en arrière n'est aujourd'hui plus possible, et si l'impérialisme américain croit pouvoir l'imposer sur la base de sa capacité encore plus grande, de riposte au niveau économique, il se trompe.

UN RETOUR A L'ANCIEN ORDRE DES CHOSES N'EST PLUS POSSIBLE

Ce qui fonde en effet cette certitude, c'est le fait que l'unité politique du Tiers Monde contre l'impérialisme, passée au crible de toutes ces épreuves, a démontré qu'elle était irréversible. De nombreux faits l'attestent : le fait que les propositions de Kissinger à l'ONU, qui, sous couvert d'aide aux pays pauvres, visaient à accentuer leur dépendance, ont été tout sim-

plement ignorées par les pays du Tiers Monde ; le fait encore que, malgré les pressions de toute sorte, les ministres des pays de l'OPEP aient maintenu une augmentation de 10 % du prix du pétrole ; le fait enfin que de nombreuses organisations de coopération économique entre les pays du Tiers Monde se soient créées, pour lutter contre le colonialisme, l'impérialisme, l'hégémonie, et l'orientation de plus en plus claire des pays du Tiers Monde dans le développement de leur économie nationale (importance donnée à l'agriculture pour se suffire en céréales, développements de petites industries qui n'exigent pas d'investissements trop massifs...) afin de garantir leur indépendance politique.

Rapportées à ce mouvement historique de constitution du Tiers Monde en force politique indépendante, les difficultés passagères qu'il peut essuyer, n'assurent nullement la victoire des manoeuvres américaines.

bouteilles en plastique : danger !

Les trusts alimentaires utilisent de plus en plus du plastique pour leurs emballages et leurs bouteilles à la place du verre. Or, la matière plastique utilisée est faite de polychlorure de vinyle (P.V.C.) et présente des dangers pour les consommateurs.

Ce produit est utilisé dans tous les domaines : c'est une des matières plastiques les plus répandues, mais c'est dans l'alimentation qu'il est le plus dangereux.

On peut comparer la constitution chimique du polychlorure de vinyle (P.V.C.) à une sorte de chaîne (polymère) dont les maillons (monomères) sont constitués par du chlorure de vinyle (C.V.). Et le chlorure de vinyle non polymérisé, non enchaîné, est un produit très toxique : il peut causer de nombreuses maladies, dont la plus grave est une sorte de cancer du foie appelé angiosarcome, qui peut se déclarer plusieurs années après l'exposition au produit.

C'est pour cela que, dans les usines qui fabriquent ou transforment le polychlorure de vinyle (par exemple, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlman), les travailleurs mènent des luttes contre les risques professionnels que ce produit représente.

Le chlorure de vinyle non polymérisé, c'est-à-dire les maillons non enchaînés, est un gaz qui était largement utilisé comme « propulseur » dans les bombes-aérosols pour laques à cheveux, insecticides, etc... Plusieurs cas de cancers du foie ont été trouvés chez des coiffeurs qui utilisaient ces laques. Aux USA, un syndicat de coiffeurs a réussi à imposer un décret interdisant l'usage du chlorure de vinyle dans les laques ; mais malgré ce décret, le C.V. continue à être utilisé par des centaines de firmes...

Une femme qui se laque les cheveux, avec une telle bombe aérosol, dans une salle de bains fermée peut ainsi respirer une forte dose de chlorure de vinyle.

En ce qui concerne le polychlorure de vinyle utilisé comme matière plastique pour les emballages, il reste dedans beaucoup de maillons

non enchaînés, c'est-à-dire de molécules de chlorure de vinyle libres, qui peuvent alors se répandre dans le produit alimentaire emballé : viande, eau, vin, huile... C'est surtout pour les produits alcoolisés et pour les huiles qu'il y a un danger : en effet, le chlorure de vinyle est soluble dans l'alcool et dans les graisses, et peut donc s'y trouver à des doses suffisantes pour provoquer à la longue le cancer du foie. Dans l'état actuel des choses, il faudrait donc éviter d'acheter du vin, du vinaigre, de l'eau de cologne, de l'huile alimentaire, etc... contenus dans des bouteilles en plastique. De plus, la concentration en chlorure de vinyle augmente si le liquide est stocké longtemps. On ne sait pas encore quelle quantité de chlorure de vinyle suffit à causer ce cancer, mais le risque existe.



Il est techniquement possible de fabriquer des matières plastiques non dangereuses, tout simplement en récupérant après la polymérisation (c'est-à-dire l'assemblage de la chaîne) le chlorure de vinyle libre ; tout comme, il serait possible de récupérer tout le chlorure de vinyle déversé dans l'air et dans les rivières par les usines qui le fabriquent ; mais l'économie réalisée par la récupération du produit ne compenserait pas pour les patrons le coût des améliorations techniques à apporter : ils ont

délibérément fait le choix de laisser ce poison se promener dans l'air que nous respirons, dans l'eau et le vin que nous buvons...

Ce n'est donc pas de la générosité des patrons, ni des commissions gouvernementales de « spécialistes » bourgeois, qui cherchent à nier des dangers prouvés par de multiples constatations médicales, qu'il faut attendre une meilleure réglementation : c'est de la lutte des travailleurs.

Déjà, dans plusieurs pays, des associations de consommateurs se sont mobilisées, mais souvent, elles s'enlisent dans les procédures de commissions gouvernementales. Néanmoins, leur action, tout comme celle des syndicats ouvriers, a permis de poser largement la question. La grande presse d'ailleurs en a parlé. Le Docteur Bernard Lafay, membre UDR du Conseil de Paris, a sauté sur l'occasion pour se donner un beau rôle. Les marchands d'eau minérale demandent des normes plus strictes aux producteurs de bouteilles en polychlorure de vinyle.

Sachant qu'un jour ou l'autre, la pression des travailleurs finira par imposer des normes plus strictes, les fabricants de bouteilles en verre cherchent à reconquérir les marchés qu'ils ont perdus ; tel trust chimique va mettre au point un système pour fabriquer un plastique moins dangereux pour s'assurer le monopole de ce marché...

Le profit, voilà ce qui guide cette classe de capitalistes ; nous empoisonner, ils n'en ont que faire ; du plastique qui ne soit pas dangereux, on peut en fabriquer. La santé au service du peuple, nous, ouvriers, paysans, nous l'imposons par notre pouvoir.

Si vous militez dans des associations de consommateurs ou si vous luttez dans l'usine ou dans l'environnement contre les risques du polychlorure de vinyle, ou bien encore si vous désirez témoigner et vous informer, écrivez-nous.

memoires et aventures d'un prolétaire

de Norbert Truquin

Résumé :

Attiré par les récits qu'on fait, à Paris, du « nouvel eldorado », Norbert débarque en Algérie.

Je me portai sur l'avant pour jouir de la vue de la terre promise, je brûlais de contempler ces forêts vierges remplies de bois magnifiques et de fruits délicieux, comme le disait avec une éloquence si bien sentie l'orateur de la mairie du 8ème arrondissement. Cependant, je n'apercevais jusqu'à présent que des pics de rochers dénudés de toute végétation ; probablement, me dis-je, que les forêts se trouvent dans les vallées, mais on n'y distinguait que des broussailles épineuses. Le débarquement s'effectua à Arzeu, petite ville bâtie récemment à l'entrée d'une rade magnifique.

Dès le lendemain je voulais explorer les ravins, mais personne ne voulant m'accompagner, je dus partir seul. Je visitai les montagnes jusqu'à la nuit ; heureusement qu'il faisait clair de lune, sans quoi j'aurais dû passer la nuit sur place. A mon retour, je fus escorté par une troupe de chacals qui se

tenaient assez éloignés pour que je ne pusse les voir mais qui se tassaient lorsque je leur jetais des pierres. Dès que je me remettais à marcher, ils recommençaient leurs hurlements et m'accompagnaient ainsi jusqu'aux portes de la ville.

Durant un mois, je fis chaque jour une excursion dans les montagnes du Lion, qui s'étendent d'Arzeu à Oran, mais pendant tout ce temps, il ne m'a pas été possible de trouver un morceau de bois capable de servir à emmancher une pioche ou une hache. En fait de sources, je n'en ai connu que trois, qui débitaient très peu d'eau. Ces montagnes toutefois auraient pu fournir la pâture à de nombreux troupeaux de moutons et de chèvres. Nous verrons plus tard comment les Espagnols ont su transformer ces ravins.

Je parcourus aussi les plaines qui se trouvent entre les routes d'Oran et de Mostaganem ; elles sont couvertes d'épines de palmiers et de brûle-capotes, mais je n'y vis pas un seul morceau de bois dont on pût tirer parti.

Sur la route d'Oran, je découvris de distance en distance les restes d'un aqueduc en maçonnerie qui avait dû servir pour alimenter d'eau Arzeu, ville qui existait déjà du temps des Romains. On y voyait aussi beaucoup de pierres de taille, dont quelques-unes creusées circulairement, avaient dû servir de tombeaux. Sur le rivage, il y avait des ruines romaines qui s'avançaient d'une centaine de mètres dans la mer ; il est vraisemblable que cette plage avait été insensiblement recouverte par les eaux.

Pendant un séjour de sept ans que j'ai fait en Afrique, il m'a été possible de constater que la mer gagnait un peu sur la terre ferme.

En suivant un mur de 50 centimètres d'épaisseur qui était à fleur de terre, et qui constituait peut-être l'ancienne enceinte de la ville, j'arrivai à l'ancien Arzeu, entre la Mola et le nouvel Arzeu, à deux lieues et demie du port. Il y avait là des pierres de taille à profusion, entre autres l'angle d'un édifice de quatorze pieds de hauteur, en

mêmes matériaux et qui semblait avoir fait partie d'une construction importante. En descendant vers la mer, on reconnaissait des galeries qui avaient servi à la conduite des eaux ; et qui mesuraient 2,50 m de hauteur sur 1,50 m de largeur.

On travaillait à déblayer ces galeries ; on y découvrait de splendides mosaïques qui avaient dû orner des maisons somptueuses. En considérant de près ces mosaïques, j'évoquais le souvenir des esclaves de l'antiquité qui devaient passer des journées entières courbés sur leurs genoux pour ajuster et polir ces petites pierres et en aspirer les poussières. Il devait en résulter fatalement des maladies des organes respiratoires qui devaient les rendre apathiques, les faire traiter de paresseux et bâtonner peut-être par des surveillants plus paresseux qu'eux mais qui préféraient le métier de bourreau à celui de travailleur.

Ces antiquités démontrent qu'en tout temps les masses ont été

sacrifiées pour entretenir le luxe des oisifs ; c'est ce que nos savants appellent la civilisation.

En s'élevant sur la route du Sig, on rencontre une tribu d'Arabes qui habitent d'anciennes ruines dissimulées dans les figuiers de Barbarie. Je fus frappé de la belle physionomie de ces Arabes presque tous hommes de cinq pieds six pouces ; ils ont la peau blanche et l'air imposant. On voyait du premier coup d'œil qu'ils n'avaient pas fabriqué de mosaïques. Ils s'adonnent à l'agriculture, à l'élevage du bétail. Je conversai avec eux, en français qu'ils parlent couramment. Ces pasteurs ont l'intelligence infiniment plus développée que nos campagnards.

Depuis six semaines, nous campions sous des tentes à Arzeu. Le génie s'occupait de tracer l'emplacement de nos maisons ; les géomètres marquaient les limites des jardins et des terrains de grande culture ; en attendant nous n'avions rien à faire.

(à suivre)

programme

LUNDI 13 OCTOBRE

TF1

- 18 h 30 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - REGARD SUR L'HISTOIRE « DÉSIRÉE » film américain d'Henri Koster (1954)
- 23 h 15 - JOURNAL ET FIN

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LA TETE ET LES JAMBES
- 21 h 45 - F COMME FEMME magazine de Sylvie Genevoix et Michel Honorin
- 22 h 45 - JOURNAL ET FIN

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - PRESTIGE DU CINEMA « LA PROIE DES VAUTOURS » film américain de John Sturges (1959)
- 22 h 35 - JOURNAL ET FIN

MARDI 14 OCTOBRE

TF 1

- 18 h 15 - A LA BONNE HEURE
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - UNE MINUTE POUR LES FEMMES
- 19 h 45 - LES COMPAGNONS D'ELEUSIS
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - QUOI DE QUI ?
- 21 h 15 - LES GRANDES ENIGMES émission de Robert Clarke et Nicolas Skrotsky
- 22 h 15 - DE VIVE VOIX
- 23 h 15 - JOURNAL ET FIN

A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - LE PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - LES DOSSIERS DE L'ECRAN « LA VILLE ETRANGE » film de Raoul Coutard (1975) débat : le vietnam sans l'occident
- 23 h 15 - JOURNAL ET FIN

FR 3

- 18 h 55 - FLASH JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITES REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 00 - LES ANIMAUX CHEZ EUX documentaire de Bristol Foster
- 20 h 30 - AVENTURES, FILMS POLICIERS « TROP PETIT MON AMI » film français d'Eddy Matalon (1969)
- 22 h 00 - JOURNAL ET FIN

international

LES DECLARATIONS DE Norodom SIHANOUK

le quotidien du peuple

en bref..

PROVOCATION FRANQUISTE MOBILISONS-NOUS !

Quinze jours à peine après l'assassinat de nos cinq camarades, alors que Franco renforce son appareil policier, alors que dans toute l'Espagne le peuple manifeste dans la rue, malgré la loi d'exception, sa haine pour le régime installé sur les cadavres de milliers de fils du peuple d'Espagne, à ce moment les apprentis nazis du PFN prétendent tenir une manifestation de soutien à Franco, lundi 13 octobre à 18 h 30, place de l'Europe.

Le gouvernement qui a prétendu prendre des positions humanitaires, se désolidarisant de Franco, laisse se tenir cette manifestation provocatrice. Les anti-franquistes sauront faire face à cette provocation.

VIBRANT MEETING ANTI-FRANQUISTE A LYON

Vendredi 10 octobre, à l'appel du FRAP, 700 personnes faisaient salle comble à la mairie du 6^e. Le camarade du CERAP qui présidait devait d'abord donner la parole aux organisations qui participaient au meeting. Après une intervention de l'OCGOP analysant la situation en Espagne, un camarade du PCR (ml) exalta la solidarité combattante qui unit toujours notre peuple et les peuples d'Espagne. Il fut chaleureusement applaudi. Les CFI apportèrent leur soutien. Un lycéen de la Martinière-Duchère fit le récit de l'initiative prise dans son lycée pour l'Espagne. Un camarade de l'UCJR apporta le soutien des jeunes révolutionnaires. Maria-Luz Fernandez, évadée des prisons de Franco, apporta son témoignage, exprimant la volonté inabordable des prisonniers d'abattre le fascisme. Un ami de la famille de Txiki, témoin direct de la mobilisation populaire qui eut lieu au Pays Basque, lors de son arrestation, puis de sa condamnation, fit le récit de ce qu'il avait vécu dans le village du camarade assassiné.

Plusieurs messages de soutien furent lus à la tribune, dont celui du Front de Libération de la Catalogne, frère d'armes du FRAP et de l'ETA dans la lutte anti-fasciste, ceux du PCPml et du PCR chilien : le peuple chilien tire les leçons de l'illusion révisionniste sur la «voie pacifique».

Une camarade du FRAP s'exprimant longuement dans sa langue fut écoutée par tous avec une attention égale. A plusieurs reprises, elle fut interrompue par les mots d'ordre scandés dans la salle. Son intervention ardente multipliait la haine de Franco, ridiculisait les positions révisionnistes, soulevant l'enthousiasme des Espagnols présents. Parmi eux de nombreux vétérans de la guerre civile. L'un d'entre eux vint spontanément exprimer à la tribune le soutien de l'ancienne génération anti-fasciste à la nouvelle.

Fuente Hita, poète espagnol réfugié, lut un poème à la gloire des derniers martyrs.

Ce meeting, très militant, devait se terminer par un tour de chant de la chanteuse Christiane Oriol.

A CHACUN SON HEURE

«Nous avons invité la Chine à envoyer un ambassadeur, à demeurer, à Phnom-Penh. Et quel est le second ambassadeur que nous avons invité à venir à Phnom-Penh, c'est l'ambassadeur du Nord-Vietnam. Ça veut tout dire. Ça veut dire que nos relations sont excellentes. Ça veut dire que le Vietnam nous respecte.

Le troisième ambassadeur, sera l'ambassadeur de la République Démocratique de Corée, et le quatrième sera l'ambassadeur du Sud-Vietnam. Et notre programme de 1975, en ce qui concerne l'installation des ambassades, se termine là. Ce sont nos meilleurs amis...

Après il faudra penser à nos autres amis qui nous ont soutenus depuis le début de notre lutte, les pays comme l'Algérie, la Yougoslavie, la Roumanie, l'Albanie et 35 autres pays. Ils seront les bienvenus chez nous, au fur et à mesure que nous pourrons nous occuper du ravitaillement de leur ambassade, que nous pourrions trouver du personnel pour leur ambassade...

Pour nous, il n'y a pas de

super-puissance, de moyenne puissance, de petite puissance, il n'y a que les amis de la première heure, de la deuxième heure, de la troisième heure. Il y a un protocole, un ordre de préséance, non pas selon la puissance des pays mais selon le soutien, la date du soutien qu'ils nous ont apporté...

Je vous ai dit que les Russes étaient les amis de la vingt troisième heure, les américains, amis de la vingt cinquième heure, eh bien ils auront leur tour : nous les recevrons volontiers dans Phnom Penh, mais à la vingt deuxième heure.

NOUS N'AVONS PAS BESOIN DE LA FRANCE

«Nous ne faisons plus de francophonie. Nous sommes

pour la khmérization de la culture. Il y aura des écoles de langues étrangères où seront enseignés le français aussi bien que l'anglais, le chinois, le vietnamien, pour les candidats diplomates et techniciens. Un jour, nous aurons peut-être besoin de quelques professeurs français pour notre école, mais c'est tout.

Pour le commerce, il est très probable que nous nous tournerons de préférence vers la France pour acheter les machines dont nous avons besoin et que nous ne pouvons encore fabriquer nous-mêmes (...), car nous devons avancer dans la voie de la modernisation.

Si on ne met pas en avant le prétendu «contentieux» entre les deux pays, ça ira. Mais, si l'on ressuscitait ce fantôme,

alors nous ne serions pas près de normaliser les relations. (...)

Je pense surtout aux plantations. Pendant la guerre, nous avons fait passer des circulaires aux français intéressés et aux autres étrangers ayant investi chez nous, pour leur dire que si leur gouvernement continuait à être avec Lon Nol, et eux-mêmes continuaient à commercer avec Lon Nol, nous serions obligés de nationaliser les biens de ces étrangers sans indemnités. Nous avons appliqué cette règle. (...)

Nous n'avons pas besoin de la France mais la France pourrait bien avoir besoin de nous, comme elle a besoin de beaucoup d'amis dans le Tiers-Monde. Nous avons choisi de compter sur nos propres forces et comme nous avons battu les américains, nous sommes sûrs de nous-mêmes...

Nous venons à la France parce que nous l'aimons, mais il ne faut pas que les milieux financiers, des milieux colonialistes croient que nous venons pour lui demander quelque chose. Nous n'avons rien à lui demander, mais si on nous demande ce qui nous appartient - les plantations nous appartiennent -, alors ça n'irait pas.»



Le vrai pouvoir, il est détenu par ceux qui ont pris les armes

dans les quartiers populaires et les camps de réfugiés au LIBAN

Reportage de Jean Paul GAY

LA GUERRE POPULAIRE AU LIBAN

Peu avant d'arriver à la ville de Sour, située à une trentaine de kilomètres de la Palestine, la route qui longe la côte libanaise depuis Beyrouth, franchit le fleuve Litani, par le pont de Casmieh. A cet endroit, un maigre barrage de l'armée libanaise contrôle les véhicules et donne aux étrangers un laissez-passer provisoire en échange de leur passeport. Le Sud-Liban commence à Saïda, mais c'est vraiment ici que l'on entre dans la zone où la guerre contre les villages libanais et les camps de réfugiés Palestiniens est permanente. Il est rare qu'un jour passe ici sans qu'on ait vu les bombardiers israéliens attaquer un camp, tandis que montent aussitôt dans le ciel les longues traînées noires des fusées SAM 7 de la Résistance Palestinienne.

Rachidieh, 10 000 habitants. C'est aujourd'hui le camp de réfugiés le plus attaqué de tout le Liban depuis que Nabatieh a été rasé, l'année passée. Dans ce camp et les camps voisins, tels Bordj-el-Chamali, la Résistance a considérablement renforcé son potentiel de défense; ses canons à longue portée lui permettent de tenir plus facilement à distance les vedettes israéliennes du type «vedettes de Cherbourg» qui lancent leurs obus français et leurs obus incendiaires américains de 75 mm.

La DCA palestinienne multiplie les pertes de l'aviation israélienne qui, fréquemment lance des bombes de 750 kg et même 2,5 tonnes, certaines à retardement, sur la population.

Ces derniers mois, notamment sur la partie orientale de Rachidieh, face à la mer, des bombes anti-personnelles, identiques à celles utilisées en Indochine, ont été lancées sur les familles entières, palestiniennes et libanaises, en libérant au sol des milliers d'éclats d'acier, lorsqu'elles explosent. C'est aussi depuis la Palestine occupée que les Israéliens

bombardent avec leurs fusées sol-sol et les canons de 155.

La force de la riposte palestinienne amène les sionistes, depuis quelques temps, à développer des actions d'infiltration, surtout la nuit : des commandos se déplaçant dans des petites embarcations déposent des mines, des hommes-grenouilles étranglent par surprise des Palestiniens et des Libanais se trouvant sur la plage. Fin août, à Sour, dans une famille palestinienne, nous avons rencontré Hussam («Épée» en français), 12 ans : il nous a parlé de son cousin âgé de 5 ans, actuellement hospitalisé et qui, 1 mois plus tôt, chez lui à Rachidieh, a eu le bras droit complètement arraché par un commando sioniste. «Comme ça, il n'ira pas avec les fedayin», déclara, devant les parents horrifiés, un membre du commando venu de la mer et infiltré à la faveur de la nuit.

Aussi, la nuit, le contrôle par la Résistance et les forces populaires libanaises est rigoureux au sud. Et l'étranger qui se retrouve le soir à chercher un taxi pour Beyrouth sur la place de Sour a beaucoup de chances d'être transporté jusqu'à une base proche pour vérification ; les chauffeurs de taxi sont souvent aussi fedayin. Les infiltrations sont limitées par la plus grande fréquence des patrouilles de la milice populaire. Celle-ci, à Rachidieh, a également construit d'efficaces abris anti-aériens. Les abris neufs que nous avons visités, faits de béton armé et munis d'électricité, peuvent abriter la plus grande partie des réfugiés du camp.

«Les Palestiniens, qu'est-ce que ça veut dire ?», disait Golda Meir. Le génocide du peuple palestinien est le but avoué des sionistes. Mais, ce n'est pas leur seul objectif lorsqu'ils bombardent le sud. La destruction de villages libanais entiers comme Kfar-chouba (au sud-ouest), les enlèvements de paysans libanais, sous prétexte qu'ils aident la Résistance,

les empiètements sur le sol libanais où les sionistes ont construit une route frontalière, les mesures d'intimidation avec le survol permanent de la région («11 h 45, c'est l'heure du bang quotidien des avions israéliens au-dessus de nous» nous dit un paysan libanais de Nabatieh), ce sont autant de moyens pour pousser la population à évacuer le sud.

Les sionistes n'ont jamais caché que dans leurs plans annexionnistes d'un grand «Israël», s'étendant du Nil à l'Euphrate, ils englobaient aussi le Sud-Liban, terre fertile, réputée notamment pour ses vergers et ses bois. Les sionistes envisagent de faire diriger l'eau des rivières du Sud-Liban : Litani, Habani, Zarhani, vers la Palestine qu'ils occupent.

Liquider la Résistance au sud, vider cette région de ses habitants, cela s'inscrit dans la perspective de la 5^e guerre israélo-arabe en préparation. «Ce à quoi nous nous attendons, nous a dit Salman, responsable des questions africaines au département politique de l'OLP, c'est que dans les trois années à venir

correspondant à la durée de l'accord sur le Sinaï - Israël va lancer une guerre-éclair de quelques jours contre les pays arabes. Parce que l'accord empêche l'Egypte de prendre l'initiative comme en octobre 73, Israël pourra se permettre de lancer une telle guerre. Si Israël attaque la Syrie, l'Egypte ne pourra pas rester les bras croisés mais, elle sera prise de court par la guerre-éclair. Pour faire la guerre, d'abord contre la Syrie, Israël aura deux possibilités : soit attaquer à travers le nord de la Jordanie, soit attaquer à travers le Sud-Liban, ou bien les deux à la fois pour prendre la Syrie en tenailles».

Le Sud-Liban est donc appelé à devenir un champ de bataille essentiel dans l'affrontement israélo-arabe.

Dans ces conditions, la lutte de plus d'un demi-million d'habitants - la lutte de la paysannerie du sud - pour s'accrocher à sa terre, malgré l'agression, est d'une grande portée pour l'avenir de la région.

(à suivre)

